



AGIR pour la
BIODIVERSITÉ



Communiqué de presse

SAGE Clain : le lobby du « ne rien faire » a gagné

Fontaine-le-Comte, le 19 mars 2021

Il est des victoires que certains préfèrent ne pas crier sur les toits. Dix ans d'atermoiements et de tractations pour aboutir à faire adopter le 10 mars 2021 un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin du Clain. La performance n'est pas glorieuse tant le résultat est dénué d'ambitions et d'efficacité face aux enjeux. **Quel gâchis après dix ans de travail de salariés et de bénévoles au sein de la Commission Locale de l'Eau !**

Quelques engagements contraignants et porteurs de bon sens avaient survécu jusqu'ici aux tractations en coulisses : respect des limitations légales des prélèvements d'irrigation dès 2021, sans les énormes volumes « provisoires » accordés par dérogation ; végétalisation des bords de cours d'eau pour limiter les pollutions, mise aux normes des plans d'eau qui confisquent le débit des cours d'eau. Mais les manœuvres de dernière minute pilotées par les services de l'État les ont vidés de tout contenu concret. **Il ne reste plus dans le SAGE Clain qu'un catalogue de vœux pieux sans objectifs chiffrés ni échéances.**

Le lobby du « ne rien faire » n'a fait qu'une concession : prévoir la limitation des nitrates pour la prise d'eau de La Varenne dans le Clain à Saint-Benoît, mais il manque les règles qui pourraient rendre cet objectif réalisable. Encore un vœu pieux alors que l'enjeu est stratégique pour l'alimentation de Grand Poitiers en eau potable.

On va donc continuer à pomper beaucoup trop, avec ou sans « bassines » : 10 millions de m³ de plus que les 22 autorisés. **Ce sera bien sûr « la faute à pas d' chance » quand rivières et zones humides seront asséchées faute de stockage naturel suffisant dans des nappes souterraines surexploitées...** On va continuer à polluer de nitrates et pesticides les aires d'alimentation des captages, à inscrire sur nos factures d'eau les frais de construction d'usines de dépollution...

À la veille de la Journée mondiale de l'eau du 22 mars, la qualité sanitaire de l'eau du robinet continue de se dégrader. Cette dégradation porte une part de responsabilité dans l'affaiblissement des résistances immunitaires et des atteintes à notre santé. Déjà, une quinzaine de communes boivent de l'eau qui dépasse les limites de norme de pollution, causée par un seul désherbant du maïs.

Malgré la très grave crise sanitaire actuelle, les élus et les services administratifs de la commission ont voté la prolongation de la situation actuelle (avec refus des améliorations proposées par les associations).

Services de l'État, nombre d'élus locaux, représentants majoritaires de la profession agricole : tous se sont unis pour renvoyer l'urgence à plus tard. Malgré tout on pourrait espérer que les blocages tomberont dès que les études scientifiques en cours fourniront des données chiffrées incontestables sur la fragilité de la ressource disponible. **Mais que pourra la science contre la coalition des dénis : déni de l'enjeu de santé publique, déni de l'état catastrophique des milieux aquatiques ?**

Seule l'intervention des citoyens dans cette comédie de « concertation » pourra faire reculer le lobby de l'attentisme. Il est trop tard pour attendre.

Signataires : Vienne Nature, l'UFC Que-Choisir Vienne, la LPO Poitou-Charentes et Bassines Non Merci – Eau Bien Commun 86, la Confédération paysanne de la Vienne



AGIR pour la
BIODIVERSITÉ

